



Séance ordinaire du mardi 13 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le treize février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Mylène MIFSUD, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, François RIO, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Renaud CALVAT, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Coralie MANTION, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) - Convention particulière de financement au titre de l'année 2024 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société de la LNMP - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La réalisation de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) constitue un projet essentiel au territoire tant à l'échelle métropolitaine, régionale, qu'européenne. Le projet vise à répondre, à moyen et long terme, à la demande croissante de mobilité et aux problèmes de congestion de l'unique axe ferroviaire de la façade méditerranéenne du Languedoc-Roussillon. Ce passage unique constitue une fragilité du réseau ferroviaire : tout incident sur les circulations empruntant ce corridor a un impact direct et massif sur l'ensemble du système (retards importants, annulations, etc.) alors même que cet axe fait partie du corridor méditerranéen identifié comme prioritaire dans le Réseau TransEuropéen de Transport (RTE-T). Le futur doublet de ligne – constitué de la ligne actuelle et de la future infrastructure – sera donc plus robuste au quotidien tout comme en cas de gestion de crise (événement climatique par exemple).

A l'échelle européenne, seule manque la section entre Montpellier et Perpignan pour assurer la continuité de la grande vitesse ferroviaire entre Séville et Amsterdam. L'offre de service rendue possible par la LNMP permettra de répondre aux besoins croissants de mobilité longue distance qu'ils soient pour des motifs économiques ou touristiques. A l'échelle métropolitaine et régionale, la réalisation de la première phase permet notamment d'améliorer les conditions de circulation des trains du quotidien sur la ligne classique dans sa section la plus circulée et d'apporter la grande vitesse entre Montpellier et Béziers tout en permettant la circulation de fret.

Précédemment, entre Manduel et Montpellier, la mise en service du Contournement Nîmes-Montpellier (CNM) a permis de créer une offre importante de sillons ferroviaires et d'augmenter significativement l'offre de trains voyageurs – dont régionaux – tout en transférant près de 70% des trains de fret de la voie ferrée historique sur la voie nouvelle, diminuant ainsi les nuisances sonores dans les villes et villages traversés. Sur le tronçon entre Montpellier et Béziers, le report modal des usagers de la voiture vers le TER contribuera à réduire les émissions de polluants atmosphériques, les gaz à effets de serre, le nombre de personnes exposées aux nuisances sonores tout en améliorant la sécurité routière.

Ces quelques éléments montrent à quel point le projet est guidé par 3 concepts stratégiques : haute qualité, haute capacité et haute vitesse.

Le projet est phasé en deux parties afin de prioriser les secteurs où la saturation de la ligne ferroviaire existante est la plus forte, en commençant par Montpellier-Béziers (phase 1) avec la construction d'une ligne nouvelle mixte fret et voyageurs dans la continuité du CNM, avec desserte de Béziers par sa gare centre demandée par les partenaires co-financeurs (et la construction d'un raccordement à Nissan). Parallèlement, certaines fonctionnalités du projet sont à débattre pour la phase 2 du projet, notamment la mixité fret/voyageur pour la deuxième phase Béziers-Perpignan.

Le coût total du projet est estimé à 6 milliards d'euros courants aux conditions économiques de janvier 2020, dont 2,461 millions d'euros courants pour la phase 1 Montpellier-Béziers. L'horizon fin 2029 est aujourd'hui affiché pour le début de la réalisation de la première phase avec une mise en service envisagée courant 2034.

La société publique de financement de la LNMP (SLNMP) a été créée par l'ordonnance n°2022-308 du 2 mars 2022 et son décret d'application n°2022-637 du 22 avril 2022 en application de l'article 4 de la loi d'orientation des mobilités (LOM). La SLNMP a la charge de gérer l'ingénierie financière du projet LNMP, l'appel à la fiscalité locale (création d'une part additionnelle pour la taxe de séjour) et de gérer la participation financière attendue de la part des collectivités territoriales et des groupements de collectivités territoriales à ce projet.

Le plan de financement a été approuvé le 22 janvier 2022 à Narbonne, en présence du Premier ministre, par la signature d'un protocole d'intention de financement pour la construction de la première phase entre Montpellier et Béziers, est établi selon l'hypothèse d'une répartition suivante :

- 40% pour l'Etat français ;
- 40% pour les collectivités territoriales partenaires ;
- 20% pour l'Union Européenne.

Selon le protocole d'intention de financement signé le 10 décembre 2021 par l'ensemble des partenaires, la contribution annuelle des collectivités territoriales est établie au regard de 4 critères : poids démographique de la collectivité, capacité financière, gain de temps et évolution de la desserte ; ce qui représente pour Montpellier Méditerranée Métropole une participation à hauteur de 8,69%, soit un montant de 851 620 €.

Les montants définitifs seront arrêtés dans le cadre du plan de financement définitif et seront déclinés dans le cadre de conventions particulières passées par la SLNMP avec chacune des collectivités. Les contributions budgétaires des collectivités seront étalées sur une durée de 40 ans.

La Convention particulière de financement au titre de l'année 2024 entre la SLNMP et Montpellier Méditerranée Métropole a pour objet le versement d'une dotation financière unique pour l'année 2024 de Montpellier Méditerranée Métropole au budget de la SLNMP pour ses dépenses d'investissement. Ce versement de 851 620 euros s'effectue sur présentation d'appels de fonds par la SLNMP :

- Un premier appel de fonds à hauteur de 80% du montant de la contribution au cours du 1^{er} semestre 2024 ;
- Du solde qui sera ajusté en fonction des besoins constatés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de ma convention particulière de financement au titre de l'année 2024 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société LNMP ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michaël DELAFOSSE.

Fait à Montpellier, le 16/02/24

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 février 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20240213-258175-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/02/24

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CFI-2024-3M-SLNMP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.